

CONFÉRENCE

Lola Keraron (*S!lence*) et Lisa Giachino (*L'âge de faire*) participeront à une conférence aux côtés des Soulèvements de la terre, le vendredi 21 mars à 12h30 au salon Primevère, à Lyon.

UN TRAVAIL COLLECTIF

Ce dossier est né d'une coopération avec la revue mensuelle écolo *S!lence*, le trimestriel *La Brèche* (disponible en kiosque) et le site d'info féministe et anticapitaliste *Lisbeth*, basé en Bretagne. Vous pouvez retrouver dans chacun de ces médias indépendants des articles sur Bolloré complémentaires des nôtres. Nous avons aussi cheminé avec les étudiant·es en Gestion administrative et commerciale de l'IUT de Digne-les-Bains, qui ont fait des recherches sur Bolloré dans le cadre de cours d'éducation aux médias. Merci à elles et à eux ! Merci enfin à Éric, pour la documentation sur la période nazie.

revue **S!LENCE**
expérience d'alternance
écologie • alternatives • non-violence

LA BRÈCHE

Lisbeth
Féminisme et anticapitalisme
du quotidien

LE DOSSIER

« DÉSARMER BOLLORÉ »...

MAIS PAS QUE

Polluant, extractiviste, néocolonial, prédateur, autoritaire, raciste, sexiste... L'empire tentaculaire de Vincent Bolloré coche toutes les cases ! Pourtant, le milliardaire ne s'est pas fait tout seul. Ses pires tares sont comme une loupe grossissante des rouages de notre modèle économique, politique et médiatique. Alors que faire ?



Lors d'un rassemblement « Désarmer Bolloré ». © DÉSARMER BOLLORÉ

Peut-être que votre librairie préférée a glissé dans les pages d'un livre un marque-page dénonçant la mainmise de Vincent Bolloré sur l'édition. Une centaine de librairies indépendantes se sont engagées à mettre en avant les petits éditeurs, plutôt qu'Hachette et les autres maisons appartenant au milliardaire. Peut-être que vous avez vous-même, discrètement, disposé marque-pages et autocollants sur des magazines, dans les rayons d'un magasin. On ne connaît pas le nombre exact de celles et ceux qui se sont livrés à ce petit jeu. Mais on sait que le groupe Lagardère, détenu également par Bolloré et propriétaire des 350 kiosques Relay présents dans les gares, aéroports et stations de métro, s'en est inquiété. Des employés ont transmis au collectif « Désarmer Bolloré », une note de la direction de la communication qui les encourage à retirer les marque-pages, aussi discrètement qu'ils ont été posés.

Des voiliers au large de son île

Du 29 janvier au 2 février, plus de 70 actions ont été organisées pour continuer à « désarmer Bolloré ». Un peu partout en France, des banderoles ont flotté dans les gares et des panneaux de pub ont été détournés. Un tag « *Bolloré fascise la France* » a été peint sur l'École supérieure de journalisme de Paris,

tout juste rachetée par Bolloré et trois autres milliardaires. En Belgique, une équipe s'est introduite dans les locaux de l'entreprise Easier, spécialisée dans les bornes de contrôle d'identité, de titres de transports, et autres machines de contravention automatique. À Montpellier et Grenoble, des rassemblements ont dénoncé la « collusion de la recherche publique et des intérêts privés de Bolloré », sur l'amélioration génétique des palmiers à huile et la production de batteries électriques. Marches carnavalesques, bal antifasciste... « *Aucun des secteurs clés de cet empire - extractivisme et énergies fossiles, agro-industrie néocoloniale, industries techno-sécuritaires, conglomérat médiatique et culturel - n'a été épargné* », se réjouit le collectif Désarmer Bolloré. Le 24 mai, à l'appel de « *Levons les voiles* », des voiliers se réuniront pour approcher l'île du Loc'h, dans l'archipel des Glénan, en Bretagne. Propriété privée du milliardaire, l'île est protégée par des agents de sécurité. Parmi eux, Marc de Cacqueray-Valmémier, jugé plusieurs fois pour violences politiques et racistes, impliqué dans divers groupuscules néonazis dont le Gud (Groupe union défense), aurait été embauché en janvier 2024, d'après une enquête de *La Lettre*. Pourquoi un dossier sur Bolloré dans *L'âge de faire* ? Par désir d'en finir avec « *l'empire du pire* », comme disent les slogans. Le milliardaire et son groupe tentaculaire sont une pièce centrale dans l'appropriation progressive des différents pouvoirs par les

QUELQUES FAÇONS D'AGIR

- > Soutenir les coalitions associatives et syndicales React Transnational, et Justice Ensemble (lire p.10).
- > Soutenir l'association Acrimed (lire p.9).
- > Imprimer des marque-page informatifs et les poser discrètement sur des magazines ou des livres dépendant de Bolloré, dans les magasins Relay notamment. On en trouve des modèles en cliquant sur « *ressources* » sur le site desarmerbolloré.net.

Il y a aussi des propositions de collages de rue, des tracts à destination des enseignants...

- > Guetter la prochaine campagne « *Désarmer Bolloré* » et monter une action.
- > Commander des exemplaires de *L'âge de faire* et les faire tourner. Commander des posters « *L'empire Bolloré* » (lire pp.12-13) et les afficher.

forces d'extrême-droite. Des historiens nous rappellent d'ailleurs qu'il y a un siècle, une sorte de Bolloré allemand a participé à préparer les esprits au nazisme (lire page suivante).

Vague de privatisations et coups de main politiques

Mais Bolloré ne s'est pas fait tout seul, loin de là. Sa capacité de nuisance actuelle est le fruit de notre système politique et économique. Fidèle à la tradition (néo)coloniale française, il a bâti en Afrique la fortune qui lui permet, aujourd'hui, d'acheter à tour de bras des médias et maisons d'édition. Du commerce des cigarettes, il est passé à la logistique. L'extension de ses activités a bénéficié de la vague de privatisations imposée au continent africain par les institutions monétaires internationales. Dans les années 2000, « *en une décennie à peine, sous l'impulsion de la Banque mondiale, la plupart des ports africains vont passer sous le contrôle d'opérateurs privés* », indique *Afrique XXI*.

Le site d'info relève aussi que les ports africains sont de véritables « *usines à cash* », encore faut-il remporter les contrats. Bolloré négocie directement avec les chefs d'État africains, et se rapproche de Michel Roussin, ancien officier du renseignement et collaborateur de Jacques Chirac, homme de réseaux de la Françafrique. Quand ça ne suffit pas, il sait obtenir des coups de pouce politiques – et pas seulement à droite. En 2015, François Hollande convainc Paul Biya, dictateur camerounais, d'accorder à Bolloré un nouveau port en eau profonde, alors que son groupe avait été écarté par la commission d'appel d'offres. Les trains aussi ont été privatisés à tout va. Toujours au Cameroun, lorsque la Banque mondiale obtient que l'État se désengage du transport ferroviaire, elle est représentée sur place par deux Français. Le dossier Bolloré n'est pas le mieux noté, mais il finit par l'emporter – ce qui aura des conséquences dramatiques (lire p.11). En 2013, c'est Arnaud Montebourg qui soutiendra Bolloré sur un autre projet ferroviaire censé relier Bénin, Niger, Côte d'Ivoire et Burkina Faso, sous prétexte de ne pas laisser « *les Chinois* » doubler la France.

La bagnole... et le métro !

Plus largement, l'empire Bolloré reflète nos contradictions. Avec ses entrepôts pétroliers, son réseau de logistique, ses stations-service (en Allemagne principalement) et ses plantations de caoutchouc qui servent à fabriquer des pneus, il prospère sur le règne de la bagnole et des énergies fossiles. Mais il a aussi investi le champ des bus électriques et des bornes d'accès aux transports en commun. De nombreuses villes sont ainsi ses clientes, tout comme la RATP. Mélangeant « *smart city* » et contrôle aux frontières, les bras du groupe Bolloré favorisent – en actes et en paroles – le rejet des « *étrangers* », tandis que ses jambes épuisent les ressources de leurs terres de naissance.

Quant aux médias dont il s'est emparé, ils ne font que pousser à l'extrême des pratiques développées depuis trente ans dans des journaux et des chaînes dits « *respectables* » (lire page suivante). « *Désarmer Bolloré* », c'est donc plonger en profondeur dans les rouages de notre pays, et tenter de mettre fin au pire. Certains y travaillent depuis déjà quinze ans, avec de belles expériences de syndicalisme international (lire p.10). C'est aussi ce que nous avons voulu montrer dans ce dossier.

Lisa Giachino

DES MÉDIAS « RESPECTABLES » QUI CRÉDIBILISENT L'EXTRÊME-DROITE

Les chaînes et journaux Bolloré sont, à la fois une « pièce centrale », et la « partie émergée » de l'iceberg de la désinformation. Car les médias les plus reconnus, y compris publics, n'ont pas attendu CNews pour répéter les mots de Le Pen et Zemmour. Petite rétrospective.

1982. Les ouvriers immigrés des usines automobiles se mettent en grève. Sous le drapeau de la CGT, ils revendiquent de meilleurs salaires et conditions de travail, mais aussi de la « dignité », lassés d'être maintenus au bas de l'échelle. Leur mobilisation n'a rien de religieux, pourtant la direction de PSA parle de « problème musulman ». L'idée est reprise par les Renseignements généraux, le premier ministre Pierre Mauroy, et Christine Ockrent au 20 heures de France 2. Le délégué Akka Ghazzi répète en vain qu'il est syndicaliste. Surnommé « l'ayatollah d'Aulnay », il est davantage interrogé sur la rumeur d'« intégrisme musulman », que sur les revendications de la CGT.

Images d'archives à l'appui, Joseph Paris revient sur cet épisode dans son film *Le Repli*, sorti en octobre. Il interroge Thomas Deltombe, auteur en 2005 du livre *L'islam imaginaire*, pour qui ces grèves sont « un moment fondateur dans l'émergence de ce qu'on a appelé plus tard l'islamophobie. Le réencodage de la question sociale par la question raciale, par le prisme de l'islam, est le socle sur lequel repose une grande partie du discours sur l'identité française aujourd'hui ».

Le chercheur a décortiqué les journaux télévisés des grandes chaînes de 1975 à 2005. Pour la France des années 1970, « l'islam est une chose étrangère », écrit-il. Quand éclate la révolution iranienne, « c'est le retour de l'islam, explique-t-on aux Français surpris par cette étrange invasion télévisuelle. Un étonnant barbu, coiffé d'un turban noir, accompagne leur dîner pendant plusieurs semaines. Les téléspectateurs découvrent un nouveau vocabulaire : « ayatollah », « mollah », « tchador », « charia ». À la télévision française, l'Iran khomeyniste fera pour longtemps office de décor naturel pour la religion musulmane. Au point qu'on se sentira submergé, dix ans plus tard, par des « tchadors » que presque aucun musulman en France n'appelle ainsi... »

LE « EUX » ET LE « NOUS »

Le livre s'achève au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, et de l'élection présidentielle de 2002, où le Front national se qualifie pour le second tour. Il y aura eu, entre-temps, des « affaires du voile » au cours desquelles les caméras ont traqué des collégiennes, de nombreux reportages sur les jeunes de banlieue « islamisés » et les « beurettes » s'émancipant des traditions familiales... Les postures journalistiques n'ont rien d'uniforme, variant selon les contextes politiques, sociaux et économiques. Thomas Deltombe montre qu'au début des années 1980, la télé avait à cœur de dénoncer le racisme et de favoriser la compréhension mutuelle. Mais que ce soit de façon bienveillante ou suspicieuse, les journalistes conservent l'habitude, héritée de la colonisation, de placer face à face le « eux » et le « nous ». « N'importe quel musulman est comptable des agissements des autres », remarque l'auteur. En octobre 2001, dans l'émission de France 2 *Mots croisés*, Arlette Chabot demande ainsi à Soheib Bencheikh, « mufti de Marseille », après lui avoir montré les images de l'exécution publique d'une femme en Afghanistan : « Tout le monde a été choqué [...] Est-ce que vous pouvez, comme nous, ressentir la même chose ? »

« Musulmans, la contamination » (TF1, 1994) ;



Marche carnavalesque « Désarmer Bolloré ». © DÉSARMER BOLLORÉ

« Foulard : LE COMLOT. Comment les islamistes nous infiltrent » (*L'Express*, 1994) ; « L'islam en France : religion ou réseau ? » (France 2, 1996)...

TALK-SHOWS SUR LE SERVICE PUBLIC

Les médias français n'ont pas attendu CNews pour jouer sur les peurs. Ni pour « brouiller les limites entre l'information et la distraction ». Thomas Deltombe relève, au début des années 2000, la « montée en puissance des talk-shows sur le service public », notamment « *Tout le monde en parle* » (Ardisson, France 2), « *On ne peut pas plaire à tout le monde* » (Fogiel, France 3), « *On a tout essayé* » (Ruquier, France 2). Pour le chercheur, « ces programmes incitent les responsables politiques à sombrer dans la démagogie la plus graveuse – évoquant à l'occasion leur vie sexuelle et évitant soigneusement les questions politiques ». Vincent Bolloré n'a donc pas inventé grand-chose, même si la mise au pas de Canal+ et d'Europe 1, le développement de CNews et C8, son contrôle de nombreux titres de presse et maisons d'édition lui permettent d'accélérer la montée des idées d'extrême-droite. Pour Pauline Perrenot, d'Acrimed (Association de critique des médias), sa « *prédation sur le monde de l'information est à la fois une pièce centrale du puzzle, et la face émergée de l'iceberg* ». Pièce centrale, parce que ses médias jouent « un rôle moteur dans les emballements réactionnaires ». Face émergée, car il n'existe pas « d'étanchéité entre les médias Bolloré » et les autres : « Nombre de médias "respectables" ont contribué à co-construire la crédibilité des têtes de gondole de l'extrême-droite. » Éric Zemmour a longtemps été chroniqueur au *Figaro*, à *Marianne*, sur I-Télé et France 2, avant d'être accueilli à bras ouvert sur CNews.

« GRAND REMPLACEMENT » SUR FRANCE 2 ET FRANCE INTER

Le service public a par ailleurs aidé à populariser le concept de « grand remplacement », un terme « revendiqué par plusieurs néonazis impliqués dans des attentats suprémacistes », rappelle Pauline Perrenot. En septembre 2022, dans l'émission « *Élysée 2022* » sur France 2, les journalistes vedettes Léa Salamé et Thomas Sotto ont relan-

cé pas moins de cinq fois Valérie Pécresse et Gérald Darmanin sur ce sujet ! Sur France Inter, Léa Salamé a régulièrement demandé à ses invités s'il y avait « trop d'immigrés ». L'information est cadrée par les « diagnostics » historiques de l'extrême droite, qui ne sont plus questionnés mais

considérés comme des acquis ». On ne parle plus que des « solutions » proposées, et pas n'importe lesquelles : celles des forces de gauche, qu'elles soient politiques, sociales, syndicales ou associatives, sont décrédibilisées.

La banalisation de l'extrême-droite est ainsi renforcée par la diabolisation de la gauche, et notamment des mouvements sociaux de lutte contre les mesures néo-libérales. Ces mesures profitent aux grandes fortunes du système capitaliste, au premier rang desquelles la famille Bolloré.

Lisa Giachino

> *Le Repli*, Joseph Paris, Production Drôle de Trame. Le film analyse la montée des discours racistes en France depuis le début des années 80, et la restriction des libertés depuis 2015. Projections en mars : le 5 à Cunlhat, le 10 à St-Avold, le 11 à Tours, le 15 à Creil, le 20 à Angoulême, le 22 à Tourcoing.

> *L'islam imaginaire*, Thomas Deltombe, La Découverte, 2005.

> Lire les articles et voir les vidéos de Pauline Perrenot sur www.acrimed.fr (notamment le 3^e épisode de la série « *Quatrième pouvoir* ». Lire aussi *Médiacritiques*, la revue papier de l'association.

HUGENBERG, LE BOLLORÉ DE L'ALLEMAGNE PRÉ-NAZIE

De 1913 à 1933, l'opinion publique allemande dépendait en grande partie d'un magnat des médias, qui a favorisé la montée de l'extrême-droite.

L'équivalent de Bolloré à l'époque. C'est ainsi que l'historien du nazisme Johann Chapoutot décrit Alfred Hugenberg. Au début du xx^e siècle, ce magnat allemand des médias va diffuser les idées d'extrême-droite auprès du grand public, et faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler. D'abord actif dans l'industrie sidérurgique (Krupp), il rachète à partir de 1913 des agences de presse, de publicité, ainsi que 26 journaux nationaux et provinciaux. Surtout, il crée ce que Johann Chapoutot appelle une « usine à textes » : des rédacteurs préparent « des éditoriaux, articles et reportages prêts à l'emploi, pressés sur des matrices que le groupe achemine vers les titres de presse abonnés ». 1600 publications diffusent ces papiers « frelatés », à la ligne éditoriale « nationaliste, réactionnaire et antisémite », indique l'historien dans son livre *Les irresponsables*, qui vient de paraître.

ACTUALITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES

À la fin des années 1920, Hugenberg s'empare aussi de l'UFA, la plus grande entreprise allemande de cinéma, ainsi que de la Deulig, qui confectionne les actualités projetées au cinéma avant les films. Son ami Ludwig Bernhard, cité par Chapoutot, saluait en 1928 sa « technique du sensationnalisme », son « art de diriger, pour une journée, toute l'attention d'une large population

vers un événement particulier [...] d'élever un fait, une déclaration, voire une simple supputation au rang d'événement mondial. La grande diffusion de ses publications multiples, la possibilité de donner le ton, de manière plus ou moins discrète, tout cela donne une influence qui est bien plus profonde et durable que la superficialité des papiers ne le laisserait supposer ».

Contrairement à Bolloré, Hugenberg, auteur d'une thèse de doctorat sur « *La colonisation intérieure dans l'Allemagne du nord-ouest* », a d'abord été haut-fonctionnaire. Il a cofondé le parti d'extrême-droite DNVP et la Fédération de l'industrie allemande, qui défend les intérêts patronaux. Député, il n'a de cesse de combattre « tout projet d'inspiration démocratique et sociale », relève Johann Chapoutot.

L'homme d'affaires pense pouvoir utiliser la base populiste et jeune des nazis, mais c'est lui qui sera utilisé. « *Super ministre* » de l'agriculture et de l'économie du premier gouvernement Hitler, il est contraint de démissionner six mois plus tard, et sera déposé de son empire. En lisant comment il s'est démené en faveur d'une union des partis de droite et d'extrême-droite, difficile de ne pas penser à la manière dont Bolloré et ses médias ont joué les entremetteurs, avant l'élection législative de juin dernier, entre les partis LR, RN et Reconquête.

LG

> *Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Johann Chapoutot, Gallimard, 2025.

FACE À LA SOCFIN, LE SYNDICALISME INTERNATIONAL

Une campagne de quinze ans a permis à des collectifs africains, asiatiques et européens de travailler ensemble pour mettre la multinationale productrice d'huile de palme et de caoutchouc, détenue à 39 % par Bolloré, face à ses responsabilités. L'histoire n'est pas finie, mais inspire déjà de nouvelles luttes.

Tant que nous n'aurons pas récupéré toutes les terres que la Socapalm doit rétrocéder, on va continuer », avertit Emmanuel Elong, président de la Synaparcam (Synergie nationale des paysans et riverains du Cameroun). La Socapalm fait pousser des palmiers et des hévéas, afin de produire dans ses usines de l'huile de palme et du caoutchouc. Elle fournit Nestlé, Michelin, Goodyear, Continental ou encore Bridgestone. Elle a été achetée en 2000 par la Socfin, elle-même détenue à 39% par Bolloré et à 50% par l'un de ses proches, le Belge Hubert Fabri. En 2005, un avenant au bail a rétrocédé à l'État du Cameroun environ 20 000 hectares, ramenant la concession de la Socapalm de 78 000 à 58 000 hectares. Dans les accords, il est aussi exigé que des « zones vitales » de 250 hectares soient respectées autour des villages. Emmanuel nous explique que non seulement les terres n'ont pas été libérées, mais que la Socapalm s'est lancée, à partir de 2008, dans une politique d'extension, affirmant avoir besoin de « régénérer » ses plantations. « Nous sommes sans terre. Socfin a arraché nos champs et nous a chassés sans aucune compensation », dénonçait récemment à la revue *Silence** Félicité Ngo Bissouck, riveraine de la plantation d'Édéa, dans l'ouest du pays. Certaines plantations sont à moins de 10 mètres des villages.

« AU MÊME MOMENT, TOUT LE MONDE DÉNONCE LA MÊME CHOSE »

Le premier travail de la Synaparcam consiste à « sensibiliser la population aux accords signés entre le Cameroun et la Socapalm », souligne Emmanuel. Elle aide paysans et riverains à se défendre contre l'accaparement des terres, la profanation de leurs sites sacrés, les pollutions de l'eau et des champs, et les violences faites aux femmes (lire ci-dessous). Quand les premières mobilisations non violentes ont été organisées, « l'État a laissé la population s'exprimer pendant un moment, raconte Emmanuel. Puis, la Socapalm est allée voir l'administration, qui a commencé à protéger l'entreprise en interpellant des élus et des chefs, en faisant intervenir la gendarmerie et la police ». Malgré la répression, les riverains ont obtenu des victoires. « En 2012, l'État a demandé à Socapalm de replanter au même endroit que ses vieux palmiers. Plus récemment, la Socapalm a libéré deux sites sacrés, créé des forages pour l'accès à l'eau dans les camps près des plantations, et a financé des travaux de centres de santé et d'écoles. » Membre de l'Alliance transnationale des riverain-es des plantations de Socfin-Bolloré, la Synaparcam échange régulièrement avec des collectifs d'autres pays africains, mais aussi d'Asie et d'Europe. « L'Alliance nous a beaucoup aidés, souligne Emmanuel. Au même moment, tout le monde dénonce la même chose au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sierra Leone... Ça permet que les problèmes soient connus mondialement. » Maintenant autonome, la coalition a été animée pendant quinze ans par l'association française ReAct Transnational. Au départ, ce sont des membres de la diaspora camerounaise en France qui ont été interpellés lors d'un séjour au pays. « Ils ont organisé des réunions pour réfléchir à ce qu'ils pouvaient faire », se souvient Marielle Benchehboune, coordinatrice de ReAct. En 2013, des blocages de routes et d'usines si-



En 2016, un collectif du Cameroun manifeste en solidarité avec les riverains de la Socfin en Sierra-Léone. © REACT

multanés « ont permis, pour la première fois, des négociations à l'échelle internationale. En 2014, les représentants des syndicats de cinq pays ont été reçus au siège de Bolloré – certains en visio pour des raisons de visa ». Vincent Bolloré les a renvoyés à des discussions avec les filiales de leurs pays respectifs.

Pour mettre en évidence le rôle du milliardaire dans la gestion des plantations, un collectif de villageois camerounais, soutenus par l'Alliance, est allé devant la justice française, exigeant des entreprises Socapalm, Socfin, Bolloré SE et Compagnie du Cambodge (une filiale de Bolloré) de fournir des PV d'AG et les contrats qui les lient. En 2022, après trois ans de procédure, la cour d'appel de Versailles a donné raison aux 145 plaignants.

EN FRANCE, DES SYNDICATS DE RIVERAINS SOLIDAIRES ?

Pour les syndicats locaux, le travail en coalition « construit du pouvoir là où il n'y en avait pas, constate Marielle. C'est au Sierra Leone et au Cameroun qu'il y a eu le plus d'améliorations, parce qu'il y avait des organisations locales solides. Cette campagne raconte l'histoire du syndicalisme. On peut en tirer deux leçons. Face au capitalisme mondialisé, la résistance ne peut pas être que locale. Mais l'alliance transnationale et le plaidoyer ne suffisent pas : c'est le travail local d'organisation syndicale qui permet des avancées concrètes ». Au-

jourd'hui, l'un des enjeux pour la coalition est d'obtenir le retrait du label RSPO, censé garantir une huile de palme « durable », et qui est attribué aux plantations de la Socfin.

Les « leçons » de ces quinze années nourrissent aussi les stratégies de lutte en France. « Même si les campagnes menées en Afrique et en France ne sont pas les mêmes, les mécanismes sont similaires, estime Marielle. En France, le travail de régulation des pesticides mené par les associations est énorme et pourtant, ça avance très lentement. On a 3 millions de personnes à proximité des zones d'épandage. On a besoin qu'elles se battent pour l'amélioration de leur cadre de vie ! » Au sein d'un nouveau regroupement, Justice ensemble, ReAct accompagne la création de syndicats de riverains, qui pourraient à la fois défendre leurs conditions de vie, et soutenir des syndicats dans d'autres parties du monde.

Lisa Giachino

* Lire l'enquête « Cameroun : face aux violences de Socfin, les femmes résistent ! », revue *Silence*, mars 2025.

> synaparcam4m.org
> www.reactransnational.org
La Miete, 150 rue du 4 août 1789,
69100 Villeurbanne
> www.riverainsensemble.org

LES LEVIERS D'UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE

> **ÉCONOMIE.** L'idée est « d'apporter un coût financier à l'entreprise », indique Marielle Benchehboune. Tandis que les syndicats locaux bloquent l'activité, l'Alliance interpelle financeurs et clients. Elle a obtenu la suspension du prêt de la Banque mondiale pour l'expansion de la Socfin. Deux gros clients de l'entreprise, Michelin et Continental, ont aussi fait pression pour qu'elle commande une expertise indépendante sur toutes ses plantations. Et en 2023, l'association suisse qui gère les investissements des plus grandes caisses publiques de retraite, a exclu les actions du groupe Bolloré.

> **JUSTICE.** La coalition accompagne des plaintes collectives, paie des cautions de leaders syndicaux emprisonnés... Attaquée en diffamation par Bolloré, ReAct a gagné son procès, ce qui lui a fourni une tribune.

> **POLITIQUE ET MÉDIAS.** Les nombreux rapports qui documentent les abus dans les différents pays permettent de les rendre publics.

CASTEL, UN AUTRE EMPIRE

ReAct Transnational participe à une campagne sur l'entreprise française Castel, qui domine le marché de la bière en Afrique. L'objectif est notamment d'obtenir la fin des épandages aériens de pesticides qui détruisent les cultures. Le 6 février, la répression policière des manifestations de riverains avait fait quatre morts. En France, Castel détient les magasins Nicolas et de nombreuses marques de vin, dont Listel, Baron de Lestac, et la Villageoise.

« C'EST NOUS QUI ALLONS REPLANTER »

Viols, coups : les violences contre les femmes sont l'un des fléaux des plantations de la Socfin. Ce qui ne les empêche pas de lutter pour récupérer leurs terres. Extrait d'une enquête parue en mars dans *Silence*.

Ici, on se soigne avec les plantes. Or, on n'a plus accès à ces remèdes car Socapalm a racheté la forêt et déverse des produits chimiques qui détruisent tout. » Les riveraines des plantations ne peuvent plus cueillir des plantes comestibles ou médicinales, ni cultiver leurs champs, ni pêcher, ni boire l'eau des rivières. Obligées de traverser les plantations pour accéder à des terres lointaines ou récupérer de quoi survivre, elles prennent des risques.

À la plantation d'Édéa, au Cameroun, n'ayant plus de terres, les riveraines se sont mises à ramasser les noix qui restent pourrir par terre après le passage de la Socapalm, afin d'avoir un peu d'huile. En 2021, Patience tombe sur deux vigiles. Ils l'arrêtent, lui demandent de l'argent. « Vu que je ne pouvais pas les payer, ils m'ont violée. Ma fille s'est aussi faite violer comme ça. » D'autres femmes se sont fait battre ou emmener à la gendarmerie. Le cabinet de conseil EarthWorm Foundation, financé par la Socfin, a publié en 2023 et 2024 une série de rapports qui attestent de cas de harcèlements ou violences sexuelles dans les plantations Socfin non seulement au Cameroun, mais aussi au Libéria*. Depuis 2023, les riveraines d'Édéa ont

organisé une série de blocages pour stopper le chantier de replantation de 211 hectares. « Notre objectif est de reprendre nos terres, explique Félicite. Que les autorités le veuillent ou non, cet espace, on doit le récupérer pour pouvoir planter de la nourriture. À chaque fois ce sont eux qui plantent. Cette fois, c'est nous qui allons replanter. »

Lola Keron

revue **SILENCE**
association d'alternatives
écologie • alternatives • non-violence

* Voir les rapports d'Earthworm Foundation sur les griefs visant la Socapalm (Cameroun), publié en juillet 2023, celui visant la Safacam (Cameroun), publié en mai 2024, la SRC (Libéria), en juillet 2023 et la LAC (Libéria), en juin 2024.

